

# COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe  
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe  
Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

SAMEDI 31 JANVIER 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE \*\* PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX : 0,30 F

## éditorial

### LA HAUSSE DES PRIX CONTINUE LES SALAIRES N'AUGMENTENT PAS

Les services des prix annoncent très fièrement que la hausse des prix aux Antilles a été de 14 % pour l'année 75 au lieu de 20 % enregistré officiellement en 1974.

Cela veut dire que les frais des travailleurs ont augmenté d'au moins 25 %, car l'indice officiel est truqué. Par exemple, il tient compte de produits dont les travailleurs ne se servent pratiquement jamais et qui n'ont pas beaucoup augmenté pour faire baisser le taux moyen de la hausse.

Malgré cela, en ce début d'année, les patrons refusent de donner de réelles augmentations aux travailleurs. Ils prétextent que cette année les profits ont diminué, et qu'en conséquence, les travailleurs doivent se serrer la ceinture.

Mais siles capitalistes ont des difficultés, les travailleurs n'en sont pas responsables. Ce sont leurs représentants les Chirac, Giscard et autres qui dirigent les affaires du pays et sont responsables de la crise.

Pour les travailleurs la réalité c'est qu'en 1975, avec un même salaire, ils ne pourront acheter que les 3/4 de ce qu'ils achetaient en 1974.

C'est pourquoi, dans les entreprises, les travailleurs doivent refuser de tenir compte de toutes les explications pleurnichardes des patrons, mais s'organiser pour arracher des augmentations de salaires importantes leur permettant de vivre décemment.

## GUADELOUPE

### la gale: maladie de la misère

Depuis quelques semaines, les médecins et en particulier les dermatologues reçoivent la visite de nombreux malades atteints de gale.

Cette maladie de la peau et du cuir chevelu se développe surtout chez les enfants des écoles puis atteint les familles. La région de Ste-Rose et celle de Baie-Mahault semblent particulièrement touchées.

Les malades courent du médecin au pharmacien pour essayer de trouver le produit miracle leur permettant d'arrêter de se gratter.

Cette maladie extrêmement contagieuse est due au développement de petits parasites qui se logent sous la peau en y creusant des galeries, et provoquent ces démangeaisons très pénibles.

Mais la gale, c'est avant tout une maladie de la pauvreté. Elle ravageait les populations ouvrières habitant dans les taudis des premières villes industrielles au 19<sup>ème</sup> siècle.

Et qu'une telle épidémie puisse se développer en Guadeloupe montre bien le degré de sous-développement et de misère de la population de ce pays, au moment où on parle de "décollage économique".

## MARTINIQUE

LIRE AU VERSO : LAMENTIN; à gauche,  
les grandes manoeuvres électorales

### CAPESTERRE: dans les BANANERAIES MENACE de GRÈVE les PATRONS NÉGOCIENT

Mercredi 28 devait avoir lieu une grève sur les habitations de Banane de la région de Capesterre. En fin de compte elle n'a pas eu lieu, car les patrons, à l'annonce de la grève se sont empressés de venir proposer des négociations.

Les responsables syndicaux de la CGT ont en effet ajourné la grève jusqu'aux résultats des négociations.

Les patrons se sont affirmés prêts à accorder 51,52F (soit le SMIC), mais pour huit heures de travail effectif. Or, les travailleurs font 6 heures actuellement et ne veulent pas entendre parler d'augmentation du temps de travail.

La dessus, les dirigeants du syndicat ne se sont pas prononcé clairement. Il reviendra aux travailleurs de les obliger à prendre une position ferme: 51,52F pour 6 heures de travail, valable sans exception sur toutes les habitations.

## GUADELOUPE

CAMPAGNE SUCRIERE : QUE  
PREPARENT USINIERS ET GOUVERNEMENT ?

## MARTINIQUE

### LETRE d'une EMPLOYÉE de

## COMMERCE

### ROND-POINT

Nous publions une lettre que nous a adressée une employée de commerce du libre service Rond-Point, victime d'un licenciement :

"A la suite d'un article dénonçant les heures supplémentaires non payées au magasin du Rond-Point où je travaillais le directeur, Mr. Roseau a fait convoquer le personnel, lui demandant s'il faisait des heures supplémentaires. J'ai dit la vérité à Mr. Roseau, à savoir que j'en faisais. Aussitôt j'ai été licenciée avec une des mes collègues. Cela s'est passé le mercredi 21 janvier 76. Mr. Roseau, en effet, m'a fait parve-

nir une lettre de licenciement avec comme motif que j'avais tenu des propos injurieux envers lui.

Ainsi, dire la vérité à Mr. Roseau c'est l'injurier selon lui.

Aujourd'hui, avec plus de 5 ans de service, me voilà sans travail, avec 4 enfants à charge. Je suis allée déjà à l'inspection du travail et l'inspecteur a reconnu qu'il y avait licenciement abusif. Je voudrais que mon cas soit connu afin de mettre en évidence le comportement de certains employeurs vis-à-vis de leur personnel.

J'exige ma réintégration car je n'ai rien fait qui mérite une telle sanction parfaitement arbitraire."

A l'ouverture de la première session du conseil général, le préfet a fait une déclaration sur la campagne sucrière. Cette déclaration confirme par son imprécision que le gouvernement laisse volontairement traîner les choses.

En effet, jusqu'à ce jour, rien n'est encore fixé en ce qui concerne le prix de la canne. Le gouvernement et les usiniers adoptent la même tactique chaque année, car ils tiennent à imposer leurs conditions en mettant le couteau sous la gorge des petits planteurs.

Après l'augmentation qu'ils furent obligés d'accorder l'année dernière, il est sûr que cette année ils ne veulent pas lâcher grand chose. En tout cas, ces petits planteurs et colons semblent déjà décidés à imposer un prix plus juste pour leur tonne de canne.

Directeur de Publication: M.E. ZAZOR  
Commission paritaire : n° 51.728  
Ronéo du journal : G. Beaujour  
B.P. 214 P.A.P.  
B.P. 386 F.D.F.  
4ème supplément au mensuel n°57

## COMMENT L'ÉTAT LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

Depuis jeudi 29/1 le directeur de la concurrence et des prix se trouve aux Antilles. Il a déclaré être venu ici pour tenter de lutter contre les hausses de prix qui sévissent d'une manière très grave.

En effet depuis le début de l'année on observe une véritable fureur dans la montée des prix.

Face à cette situation que font les services officiels? Il n'est que d'entendre le fonctionnaire du ministère des finances pour comprendre la peu d'efficacité et de volonté réelles d'aboutir dans cette lutte contre la hausse des prix chez le pouvoir.

Monsieur VILAIN déclare qu'il faut afficher les prix. Pendant sa déclaration à la radio, il ne parle que de cela et en particulier pour les marchandes de fruits et légumes.

Pas un mot des gros commerçants qui se livrent à un véritable racket contre les

consommateurs. Ceux-là d'ailleurs ( et le pouvoir le sait ) préfèrent payer des amendes que de mettre fin à ces hausses scandaleuses.

L'état ne fait rien contre eux, car il bien obligé de respecter le sacro-saint principe de la liberté de s'enrichir quand on est dans les affaires.

Les consommateurs n'ont donc rien à attendre des mesures qui pourraient être prises par l'état. Ils doivent s'organiser eux-mêmes pour mettre un frein à ces hausses de prix incessantes et en tout cas obliger les commerçants, des grands magasins en particulier, à contenir leur prix. Cela est possible en créant un véritable organisme de surveillance des prix. Celui-ci, regroupant tous ceux qui font régulièrement les achats de leurs familles, pourraient connaître et dresser la liste des prix en suivant leur évolution depuis l'arrivée aux Antilles jusqu'à la distribution dans les magasins. Cela est possible parce que à toutes les étapes, les produits passent aux mains des travailleurs.

Surveiller les prix, intervenir pour obliger ceux qui pratiquent des hausses abusives, c'est à la portée des travailleurs.

### MARTINIQUE

LAMENTIN : LES GRANDES MANOEUVRES ELECTORALES A GAUCHE.

Des fondations à la finition et à la mise en service, la MJC du Lamentin a battu tous les records de lenteur. En DIX ans en effet elle n'a dû voir se dérouler en son sein qu'une seule journée d'activité.

Les prétextes n'ont pas manqué pour justifier la non ouverture de cette MJC. Aujourd'hui on parle à la municipalité de la mettre en service. Mais il ne serait pas étonnant qu'une raison supplémentaire vienne de nouveau en retarder l'ouverture.

Il est vrai que maintenant le municipalité a de bonnes raisons de faire un pas dans le bon sens, car la période électorale est proche et les jeunes de 18 ans votent. Il faut bien se soucier de la clientèle électorale qu'ils constituent.

Bien qu'elle se dise communiste la municipalité du Lamentin pratique les mêmes manoeuvres électorales que les autres.

### UNE GUERRE MENACE ENTRE LE MAROC ET L'ALGERIE

Des affrontements militaires viennent de se dérouler entre les soldats du Maroc et ceux de l'Algérie.

L'origine du conflit se trouve dans le désaccord sur l'avenir du Sahara ex-espagnol.

Ce territoire est passé sous le contrôle du Maroc. Ce qui ne fait pas l'affaire de l'Algérie qui refuse cette solution et préférerait voir ce territoire dirigé par un état qui serait lié au régime algérien.

Cette guerre obéit à des motifs purement intérieurs qui n'ont rien à voir avec les intérêts du peuple saharoui ni avec ceux du Maroc et de l'Algérie.

### DJIBOUTI : STIRN POUR LE MAINTIEN DES TROUPES COLONIALES

Depuis quelque temps les événements politiques se déroulent à Djibouti sous le signe de la prochaine indépendance de cette colonie de la France.

C'est ainsi que le ministre des colonies, Olivier Stirn, vient de déclarer que la présence des troupes françaises est nécessaire pour assurer la paix intérieure et extérieure de ce territoire.

C'est donc pour cela que plusieurs milliers de gendarmes et militaires de tous genres sont stationnés à Djibouti. Mais pour l'instant elles servent avant tout à permettre au

gouvernement français de soutenir les hommes qui, comme Ali Aref, sont des valets du colonialisme. Arrestations et perquisitions chez les membres de l'opposition se multiplient. C'est la conception de la décolonisation stirnienne. La France est bien disposée, à la fin des fins à quitter le pays, mais elle prétend choisir à qui elle le laisse. Mais il n'est pas sûr que le peuple de Djibouti se laisse faire et accepte d'être dirigé par un fantoche avoué du colonialisme français.

## Congrès du PCF

POURQUOI L'ABANDON DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ?

Bientôt va se dérouler le congrès du Parti Communiste Français. Durant la période de préparation de ce congrès la "discussion" aura porté beaucoup sur l'abandon du terme de "dictature du prolétariat".

Apparemment cela a choqué un certain nombre de militants de ce parti. Il est difficile de savoir précisément l'ampleur de ce mécontentement. Les moeurs démocratiques n'étant n'étant pas la chose la plus courante au sein du PCF, les tribunes qui sont parues dans l'HUMANITE n'ont donné finalement qu'une image extrêmement déformée de la réalité.

Par contre la presse bourgeoise en a beaucoup discuté. Cela est d'ailleurs normal, car c'est dans sa direction et dans celle de tout le milieu politique bourgeois que ce geste était fait.

En annonçant que le PCF allait abandonner la référence à la dictature du prolétariat, Marchais n'opérait pas un changement dans la politique du PCF, car il y a longtemps que le PCF ne se bat plus pour la révolution prolétarienne. Par contre il pouvait espérer faire comprendre à la bourgeoisie que le PCF est bien décidé à se comporter en parti national, responsable aux yeux de la bourgeoisie et capable de gérer loyalement ses affaires.

Toute la politique du PCF con-

siste précisément en cela ; se faire bien voir par la bourgeoisie pour être acceptée par elle comme un parti comme les autres.

La place politique et le rôle que veut jouer le PCF, c'est celui qui est joué aujourd'hui par le PS de Mitterrand. Mais c'est bien là la difficulté pour le PCF car cette place est aujourd'hui largement occupé par le PS.

La bourgeoisie n'a aucune raison de se contenter alors des concessions de formules que peut faire le PCF. Il lui faudra bien plus que cela ou alors il lui faudra être contrainte par la situation (lors d'une importante montée ouvrière par exemple) pour faire appel au PCF.

En tout cas l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat montre aux militants communistes sincères qui sont au sein du PCF que ce n'est pas avec un tel parti que la classe ouvrière arrivera un jour au pouvoir.

L'avenir n'appartient pas au parti qui veut collaborer avec la bourgeoisie et gérer loyalement ses affaires.

La lutte pour le communisme c'est la lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat. Cette lutte-là, les révolutionnaires sont les seuls à la prôner. C'est de leur côté que les militants communistes sincères pourront trouver la voie juste.

## ANGOLA: VERS DES NEGOTIATIONS

La situation continue à évoluer dans le même sens. Les troupes de MPLA accroissent leur pression sur la région où se tient l'UNITA, dans le SU). Des villes importantes, Nova Lisboa, Lobito sont menacées par le MPLA.

Les dirigeants de l'UNITA sont d'ailleurs en voyage dans les pays occidentaux pour y chercher des armes.

Le gouvernement américain tente encore une fois d'obtenir du congrès américain qu'il autorise l'envoi d'aide aux mouvements opposés au MPLA.

Sur le terrain, les choses évoluent en faveur du MPLA et cela, grâce à l'aide importante de l'URSS et des Cubains présents en Angola. L'évolution du conflit dépendra maintenant des accords qui seront passés entre les deux grandes puissances, USA et URSS. Les négociations secrètes sont probablement en train de se dérouler à l'heure qu'il est en-

tre les deux grands.

Mais cela ne veut nullement dire que les USA ne pourront pas entretenir cette guerre en armant encore les forces de l'UNITA et du FNLA. L'impérialisme peut être tenté de vouloir faire payer le plus cher possible l'accord qu'il accepterait de passer avec l'URSS pour que la paix revienne en Angola.

Les peuples qui luttent pour leur liberté doivent la payer chèrement. Les exemples de l'Indochine et de l'Angola le prouvent amplement. Le mal qui faut détruire c'est l'impérialisme lui-même. C'est lui qui fait peser le danger de guerre permanent sur l'humanité, c'est lui qui entretient et envenime toutes sortes de conflit aux quatre coins du monde.

Ce n'est que lorsque les travailleurs auront mis fin au système impérialiste que les peuples pourront vivre en paix et se donner une vie débarrassée de l'oppression et de l'exploitation.